

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A PROPOS DE RENAULT,
LIRE AUSSI

P 3 : Nationalisation, un mythe
que Renault fait voler en éclats

P 4 : Ce qu'il faut :
une force organisée

P 6 : Les 24H du Mans :
un des aspects de la course aux profits
(Déclaration du directeur des services sportifs
de Renault)

Editorial

**Le bonheur à la mode
Barre-Ceyrac
«Pas d'accord»
répondent
les O.S.
de Renault**

Barre l'a dit : il ne voit pas de quoi se plaignent les OS de Renault ; Ceyrac l'a répété : ces gens-là sont heureux.

Pour ces gens-là que sont Barre ou Ceyrac, l'exploitation poussée à un degré tel que permet un trust aussi énorme que Renault, les cadences, les chaînes et quelques gestes chaque jour répétés des centaines de fois pendant des années, c'est le bonheur. C'est en effet le leur, à eux, hommes du capital, à leur classe qui vit de la sueur des ouvriers, de leur exploitation toujours plus poussée !

Et les OS de Renault sont de ce point de vue plus « heureux » que les autres : leur sueur, leur exploitation toujours plus poussée, ça rapporte ! Renault, c'est une affaire qui marche...

Barre et Ceyrac, aujourd'hui, dépassent en cynisme leurs prédécesseurs ! Ceux-ci avaient admis, on s'en souvient, il y a de cela 6 ans (du temps de Pompidou), que le travail d'OS à Renault ce n'était pas si bien que cela et qu'il fallait le réformer. Ils l'avaient admis, il est vrai, à un moment où les OS de Renault menaient de grandes luttes et ils l'ont vite oublié : la vie d'OS chez Renault n'a pas changé ! Elle a même empiré, pour le bonheur des Barre, Ceyrac et ceux qu'ils représentent.

Sans aucun doute, en prétendant que les OS sont heureux, Barre et Ceyrac cherchaient à les isoler, quitte à parler pour une fois du malheur de ceux qui perdent leur emploi, comme à Terrin ou Boussac : voilà qui ne manque pas de cynisme non plus de la part du patron des patrons !

Mais surtout, les OS debout, enthousiastes et déterminés dans la lutte, c'est un coup dur pour la concertation et l'«ouverture sociale» dont Barre et Ceyrac attendaient bien... la paix sociale. Les voilà donc bien dépités et ils cherchent à se persuader du contraire en chantant l'air du bonheur des OS.

Le bonheur des OS, ce n'est pas la paix sociale, c'est la lutte et cela, ce n'est pas le bonheur de Barre et Ceyrac !

Jacques DUROC

A Renault-Cléon

DES MILLIERS DE « MINORITAIRES »



Manifestation à Rouen, lundi 12 juin, pour protester contre l'évacuation des ouvriers de Cléon par les flics. (photo HR)

La journée de mardi sera certainement décisive pour la suite de la lutte chez Renault. En effet, c'est mardi que les travailleurs de Cléon doivent décider « sous quelle forme doit se continuer la lutte », selon la formule des dirigeants syndicaux. A Flins, le « médiateur », nommé par le tribunal de Versailles, doit commencer « son enquête » sur les causes du conflit aux presses, ce genre d'en-

quête étant destiné à escamoter les revendications des OS des presses. La direction brandit d'un côté la menace de licenciement à l'encontre des grévistes et d'autre part, elle va utiliser cette médiation pour tenter d'abuser les travailleurs, son seul but étant de faire reprendre la production des grandes presses dont l'arrêt bloque à nouveau les chaînes de montage de la R 18. Mardi enfin, il y aura

deux heures de débrayage dans toutes les usines de la Régie pour protester contre l'intervention des flics à Cléon. Une riposte dont on peut penser qu'elle est plutôt à retardement.

Ce débrayage est appelé conjointement par la CGT et la CFDT, cette dernière s'étant ralliée in-extremis.

En tous les cas, si la lutte devait tourner court chez Renault, il ne saurait être question de mettre en cause

la combativité des travailleurs. La journée de lundi à Cléon l'a encore montré. Seule la ligne de démobilitation de division et d'isolement des directions CGT et CFDT en serait la cause.

Lundi, à Cléon, des milliers de travailleurs unis dans la grève pour les revendications et contre la répression se disaient entre eux avec un air de défi : « Les voilà les minoritaires ! ».

(suite page 8)

Retrait des troupes sionistes du Sud-Liban Israël n'a pas renoncé à ses projets d'annexion

C'est le 13 juin que les troupes israéliennes qui ont envahi le Sud-Liban devraient abandonner les dernières positions qu'elles occupent en territoire libanais. Ce retrait ne s'effectue qu'après trois mois de tractations et de multiples pressions auxquelles a participé le contingent de 5 000 Casques bleus, envoyé au Sud-Liban pour assurer le départ des sionis-

tes. Ces derniers souhaitent conserver, comme ils disent « un droit de regard » sur le Sud-Liban, pourtant partie intégrante d'un État souverain.

C'est pourquoi, en le quittant, ils s'efforcent de passer la main aux phalangistes du major Haddad. Le commandement des Nations unies a parlé, à ce sujet, par la voix du général

Erskine, chef des forces de l'ONU au Proche-Orient, de « manque de coopération des Israéliens ».

C'est qu'un certain nombre d'accrochages ont déjà opposé depuis trois mois les Casques bleus aux milices chrétiennes du Sud-Liban. L'hebdomadaire « Palestine Al Saoura », organe central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a dénoncé, quant à lui,

cette « fausse sortie » des troupes israéliennes du Sud-Liban en déclarant qu'elle dissimulait un « plan impérialiste de domination de la région, impliquant la liquidation de la Résistance palestinienne ». Il estime qu'Israël n'a toujours pas renoncé à son projet expansionniste d'annexion du Sud-Liban et cherche actuellement à créer un « second Israël » au Liban.

● Argentine

Le «Mundial»
au son
des bombes

Jeudi soir, une bombe explosait devant la porte du garage d'un concessionnaire Renault du quartier chic de Palermo, à Buenos Aires.

Vendredi matin, c'est le siège d'une banque qui sautait, toujours dans la capitale argentine.

Samedi, c'était le tour du siège du gouvernement argentin, en plein centre de la ville, d'être l'objet d'un nouvel attentat, qualifié par le gouvernement « d'événement sans importance ».

Tous ces attentats, destinés à provoquer uniquement des dégâts matériels, n'ont fait aucune victime mais ont mis les forces de répression de la dictature sur les dents.

Le «Mundial» se poursuit donc au son des explosions et des dénonciations des crimes de la junte.

● Tchécoslovaquie

Les porte-paroles de la
«Charte des 77»
protestent

Les porte-parole de la «Charte 77» s'élèvent contre l'internement d'une soixantaine de signataires et sympathisants du manifeste lors de la visite de Brejnev à Prague, la semaine dernière, et expriment leur « vive inquiétude devant la situation que cette action reflète ».

Dans une déclaration parvenue samedi aux correspondants occidentaux à Prague, les porte-parole évoquent les circonstances des arrestations auxquelles la police a procédé la veille de l'arrivée de Brejnev. Ils rappellent que certaines des personnes appréhendées ont été emmenées en vêtements de nuit, leurs portes ont été brisées.

« La peur éprouvée par l'appareil du pouvoir devant les citoyens est en profonde contradiction avec toutes les affirmations officielles sur la stabilisation de politique intérieure », ajoute la déclaration.

Par ailleurs, les porte-parole de la «Charte» ont adressé une lettre au procureur général de la République pour protester contre le maintien en détention de l'écrivain Jiri Grusa et de l'ingénieur Pavel Roubal.

Ces deux personnes avaient été arrêtées à l'occasion de la visite de Brejnev, mais ont été inculpées depuis d'« incitation à la rébellion ». Deux autres signataires de la Charte, arrêtés en même temps, demeurent également toujours incarcérés sans motifs.

La lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme

Ce qu'a fait le Zaïre (2)

Dans notre édition précédente, nous avons commencé une série d'articles montrant comment un gouvernement du tiers monde, comme celui de Mobutu au Zaïre, s'oppose à l'impérialisme. Ce que nous voulons expliquer, c'est que les pays du tiers monde, même s'ils sont contraints à une dépendance vis-à-vis des impérialistes, prennent peu à peu des mesures qui vont directement à l'encontre des intérêts de ces derniers. Ce que fait le Zaïre même si cela est timide, en est une illustration.

Dans le premier article, nous avons exposé l'histoire des relations entre le Zaïre et l'impérialisme belge, depuis l'arrivée au pouvoir de Mobutu en 1965 à la loi instituant la nationalisation des mines de cuivre. Rappelons que l'Union minière qui détenait le monopole de l'extraction refusait de se plier aux mesures du gouvernement zaïrois qui entraînaient le droit de regard et de contrôle de ce dernier sur les affaires du monopole. Face à ce refus, Mobutu décide, le 31 décembre 1966, la quasi-nationalisation du monopole.

GUERRE ÉCONOMIQUE
CONTRE LE ZAIRE

L'impérialisme belge lance alors un véritable blocus à l'encontre du Zaïre. L'Union minière intente un procès au gouvernement zaïrois devant la cour internationale de La Haye pour « violation de domicile ». Elle menace également d'un procès tout acheteur éventuel de cuivre zaïrois. Dans le même temps, elle retire tous ses techniciens. Au Zaïre, c'est l'asphyxie totale : l'exportation du cui-

vre rapportant les deux tiers des devises dont dispose le pays. Par ailleurs, à l'époque, les pays africains ne représentaient pas une force capable de s'opposer efficacement à de tels actes. Le Zaïre isolé n'a plus de débouchés, la menace de la Belgique contre tout acheteur ayant atteint son but. Au bout de trois mois, Mobutu va négocier.

UN COMPROMIS
BOITEUX

Les négociations ont abouti à un compromis boiteux en mars-avril 1967. Le secteur extraction du cuivre est nationalisé, le gouvernement y est actionnaire à 51 %. C'est donc lui qui nomme les administrateurs et dirige l'exploitation.

Le secteur de commercialisation reste, quant à lui, aux mains de l'Union minière, qui sera indemnisée en ce qui concerne la partie extraction. C'est toutefois un premier coup contre ce monopole qui détenait une concession pour 90 ans à dater de 1909.

Mobutu n'est pas allé jusqu'au bout. Pour contraindre l'impérialisme belge

à céder sur tous les plans, il aurait fallu tenir plus longtemps en mobilisant réellement le peuple durant plusieurs mois.

La bourgeoisie au pouvoir au Zaïre a reculé devant cette possibilité, craignant pour ses intérêts.

La nationalisation s'est faite progressivement. En 1975, le secteur de commercialisation devient à son tour domaine de l'état. Même si Mobutu, même si la bourgeoisie ne sont pas allés jusqu'au bout, il est indéniable que ce compromis allait à l'encontre des intérêts de la Belgique. C'est pourquoi cette dernière a renouvelé la tentative de sécession, élargie cette fois à trois provinces.

UNE NOUVELLE
SÉCESSION

Juillet 1967 : la Belgique fait appel de nouveau à Tshombé qui est alors en exil à Madrid. Celui-ci mobilise ses mercenaires katangais qui sont en Angola ainsi que des mercenaires sud-africains, rhodésiens, belges et français (bon nombre d'entre eux

avaient fait la guerre d'Indochine, d'Algérie, du Biafra, etc.). C'est alors qu'il monte une opération visant à détacher trois provinces du reste du pays : le Shaba où sont situées l'ensemble des mines de cuivre, le Kivu, la province la plus riche du pays au niveau agricole, et le Haut-Zaïre où l'on extrait de l'or. En fait, il s'agissait d'une nouvelle sécession mais sur une échelle beaucoup plus vaste.

Cette opération n'a pas réussi, les mercenaires n'ayant pu occuper que les villes de Kisangani et Bukavu. Cependant, cette occupation a duré pendant plusieurs mois, de juillet à novembre 1967.

Une partie des gendarmes katangais qui étaient restés en Angola, avait pour mission de prendre la ville de Lubumbashi, tout au sud du pays, en passant par Dilolo. Cette manœuvre a totalement échoué.

Face à cette nouvelle agression, le gouvernement zaïrois a riposté immédiatement. Il reçoit le soutien de l'OUA et une aide de l'Éthiopie. C'est de nou-

veau un échec cuisant pour l'impérialisme belge.

VERS LES PAYS
AFRICAINS

Après cet échec, la Belgique n'engagera plus de telles actions. Cependant, les relations entre les deux pays seront encore parsemées de crises. La plus grave se situe en 1974 à la suite de diverses mesures prises par le gouvernement zaïrois, mesures appelées « zaïrianisation ». Pendant ce temps, Mobutu a axé sa politique extérieure vers une extension des relations avec les pays africains voisins. Signalons également qu'en 1970, le Zaïre se retire de l'OCAM (Organisation commune africaine et malgache) qui est d'inspiration française.

Toute une politique qui ne plait pas aux USA. A partir des années 1970, le Zaïre a dû faire face à des ingérences de la part de l'impérialisme américain. Nous expliquerons plus en détail ces faits dans l'édition de demain.

(A suivre)
Evelyn LE GUEN

● Turquie

Ralliement massif
au Parti ouvrier
et paysan

Le dernier numéro du journal « Halkin Yolu » (La voix du peuple), paru début mai, annonce la cessation de sa parution et appelle ses militants à rejoindre les rangs du Parti ouvrier et paysans de Turquie (TIKP).

C'est là une importante victoire du TIKP dans l'unification des marxistes-léninistes. C'est le fruit de la polémique offensive que les militants de la revue « Aydinlik » mènent depuis bientôt un an pour défendre la pensée-maotsétoung et la théorie des trois mondes.

Les militants groupés autour de « Halkin Yolu » avaient défendu, au début des années 1970, des positions aventuristes. L'an dernier, ils s'étaient liés à deux autres groupes dans le cadre du « bloc opportuniste des trois » - ainsi que les appelait la revue « Aydinlik ». Et le 1er mai 1977, ils avaient donné à fond dans la provocation tendue par les fascistes et les révisionnistes et qui s'était soldée par un bain de sang à Istanbul.

Mais, peu à peu, la lutte idéologique intense menée par « Aydinlik » sur la base du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, a porté ses fruits : après quelques ralliements individuels, c'est maintenant tout le comité de rédaction de « Halkin Yolu », y compris des dirigeants du mouvement actuellement en prison, qui présente son autocritique et appelle ses lecteurs à rejoindre le TIKP.

Celui-ci va ainsi se trouver renforcé de plusieurs milliers de militants, qui contribueront activement à la réalisation de la tâche actuelle fixée par le parti lors de sa création légale en janvier dernier : le triomphe de la révolution nationale-démocratique.

● Allemagne de l'Est

Accrochages entre jeunes et la police



« Notre bilan est bon ! » proclame la propagande du parti révisionniste est-allemand, ce n'est pas l'avis de la jeunesse de RDA qui s'affronte de plus en plus souvent aux flics chargés de la museler et de la réprimer.

De nouveaux accrochages entre des jeunes gens et la police se sont produits en RDA le 28 mai dernier à Erfurt, selon l'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel ».

Ces heurts se sont produits à l'occasion de la fête du parti communiste, « Das Volk », sur l'emplacement de la foire internationale d'horticul-

ture.

La police est intervenue pour faire évacuer des jeunes gens rassemblés sur les pelouses de cette exposition, selon l'hebdomadaire ouest-allemand. Une jeune femme a alors tenté de photographier la scène et des « Vopos » ont voulu lui confisquer son appareil, en se débattant, la femme aurait été atta-

quée par un chien policier. Les jeunes gens 600 à 700 environ, auraient alors protesté en lançant des bouteilles vides et des pierres sur la police.

En octobre dernier, de incidents du même genre se sont produits à Berlin-Est sur l'Alexander Platz. Des heurts ont été également signalés le 1er mai dernier à Wittenberg.



Nationalisations

Un mythe que les ouvriers de Renault font voler en éclat

La lutte des travailleurs de Renault l'a mis en lumière, les conditions de travail dans cette entreprise nationalisée n'ont rien à envier à celle de n'importe quelle entreprise en système capitaliste.

La course au rendement touchant les OS et même à Cléon les professionnels avec la mise en place d'un système informatique, le travail épuisant, les brimades de la part de la maîtrise, on les trouve à Renault comme ailleurs.

D'ailleurs, si le mouvement a commencé à Flins, c'est parce que pour trois minutes de retard à son poste de travail, un ouvrier de l'atelier des presses s'est vu infliger deux jours de mise à pied, soit 250 F de salaire en moins. Tous les ouvriers le disent : les cadences et les conditions de travail sont tellement dures qu'en quelques an-

nées d'exploitation, on a déjà vieilli et perdu une partie de sa force de travail, pompée qu'elle est par le patron.

A Renault aussi les ouvriers ont dû se défendre pour continuer à occuper l'atelier des grandes presses de Flins contre une maîtrise musclée et armée que la direction avait envoyée contre eux. Et l'on se souvient que c'est un vigile de Renault, Tramoni, qui avait tué, en 1970, un jeune ouvrier Pierre Overney.

Pas plus que dans les autres trusts, la maîtrise et les vigiles de Renault ne font de cadeau.

Bien sûr, la direction de Renault essaie de se donner un visage libéral, puisqu'il s'agit d'une entreprise nationalisée, dit-elle. A Renault, les profits ne vont à aucun patron, ni à M. Dassault, ni à M. Boussac. Et pourtant l'exploitation, on le voit bien, les ouvriers la vivent

et la combattent. Là où il y a exploitation, il y a profit ; qui les empêche ? Les hauts cadres et le PDG de Renault s'en défendent ; ils sont des salariés comme les autres, prétendent-ils (comme les autres ? Quand même pas, n'est-ce pas ouvriers de Renault ?).

Il faut être juste, la plus grosse part des profits, ça n'est pas eux, c'est l'État capitaliste qui l'empêche directement. Une entreprise de la dimension de Renault, un bague capitaliste aussi vaste, c'est un pactole pour ce capitaliste collectif qu'est l'État. Voilà pourquoi la direction de la Régie n'a aucun mal à persuader le gouvernement de mettre à sa disposition un millier de CRS pour envahir l'usine de Cléon et expulser les grévistes. Renault n'est-il pas le premier exportateur et l'une des entreprises françaises les plus compétitives ?

C'est une bonne raison pour que Barre, ce Premier ministre qui hait tant les « canards boiteux », déploie tant d'affection à l'égard de la Régie et consacre tant d'efforts à la remise en route de l'exploitation à Renault.

Tous les discours sur les nationalisations, sur leur caractère démocratique, ne valent-ils pas en éclats devant ces faits et devant la lutte que les ouvriers de Renault eux-mêmes ont entreprise. Leur détermination de classe face à l'appareil répressif déployé par l'État bourgeois montre bien que la question véritable qui se pose aujourd'hui pour les travailleurs n'est pas celle de savoir s'il vaut mieux être exploité dans une entreprise nationalisée ou pas, mais celle de lutter contre l'État capitaliste et le gouvernement qui en tient les rênes.

Jean NESTOR.

Témoignage

Un ouvrier raconte

Pourquoi j'ai quitté le PCF

Nous avons lu dans le « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste ce témoignage d'un ouvrier OS à Peugeot licencié pour fait de grève, ex-militant du PCF à Beaulieu puis Mulhouse. Son nom est Edouard Gerussi. Nous le publions intégralement. Il montre comment leurs interrogations par rapport à la stratégie et au fonctionnement de leur parti peuvent conduire certains militants du PCF à se poser la question de l'édification d'un parti réellement communiste.

La création d'un parti marxiste-léniniste unique à laquelle travaillent les militants du Parti communiste marxiste-léniniste de France comme ceux du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste doit jouer un grand rôle dans ce sens. Ajoutons qu'à notre avis, les militants du PCF qui se battent contre le gouvernement Giscard-Barre comme aujourd'hui à Renault sur des bases de classe ont pleinement leur place dans la construction d'un parti communiste authentique. Ils sont nombreux à mener la lutte de façon résolue et dans

l'unité de la classe ouvrière, contre le pouvoir

C'est pourquoi nous estimons indispensable de mener des discussions fraternelles avec l'écrasante majorité d'entre eux pour les amener à réfléchir sur la voie à suivre pour faire aboutir leurs aspirations.

C'est l'accord du 13 mars qui a constitué pour moi la petite goutte qui a fait déborder le vase. Après des mois de divergences portant notamment sur les nationalisations et la répartition des ministères au gouvernement, l'on se mettait d'accord... sur rien ; ou plutôt si, parce qu'il fallait se rabibocher pour gagner les élections. Alors vaillait que vaillait, il fallait bien un chiffon de papier pour tromper l'opinion. Mais la ficelle était trop grosse, les élections furent perdues, le Programme commun n'y a pas survécu.

Mais il faut se rendre à l'évidence, s'il en est ainsi, de la gauche et du PCF en particulier, c'est que finalement la solution à nos problèmes ne se trouve pas là.

Il y a déjà un moment que cette idée me travaillait. Si j'étais convaincu que les nationalisations n'apporteraient rien aux travailleurs, il me semblait que c'était là un coup porté au patronat. Mais les indemnités prévues puis les concessions faites au PS sur le nombre d'entreprises nationalisées me firent douter de la volonté du PCF de nous mener vers un système socialiste.

D'ailleurs le fonctionnement et l'embourgeoisement du PCF m'inquiétaient depuis longtemps. Sa façon d'utiliser les luttes notamment pour recruter en y plaçant des cartes, histoire de faire rentrer du fric, me firent douter de son caractère prolétarien, au service des luttes. Le fait que pour mon action au niveau de l'entreprise je fis le choix de la CFDT qui m'apparaissait plus combative et démocratique est révélateur de la

méfiance que je manifestais quant à la main-mise du PCF sur le CGT. Elle nous donne une image peu alléchante de la société telle que le PCF peut l'envisager.

Mais j'espérais une évolution. Au regard de la façon dont Marchais et la direction actuelle traitent les opposants à sa ligne, mes illusions se sont dissipées.

Malgré ses critiques de formes, le PCF reste d'une manière ou d'une autre lié à Moscou. L'URSS n'est plus socialiste. Le pays des goulags, de la répression systématique contre toute opposition est en réalité dirigé par un régime totalitaire et fasciste. Les communistes, les travailleurs par solidarité avec leurs frères russes ont tout intérêt à le dénoncer. Jamais Marchais et ses permanents ne se sont nettement prononcé là-dessus. Tout porte à penser que, dans la mesure où ils ne remettent pas en cause le profit, la concurrence, qu'ils s'accommodent des petits patrons, des cadres, c'est une économie bureaucratique qu'ils veulent imposer à la masse des travailleurs.

Aujourd'hui, je l'affirme nettement : les ouvriers n'ont rien à faire dans un tel parti. L'heure est à la poursuite de la réflexion pour voir comment et avec qui un parti réellement communiste peut être reconstruit sur de nouvelles bases. En tout état de cause, dans l'immédiat, les travailleurs conscients, contre la ligne des négociations bidons, doivent dans leurs usines, dans leurs syndicats, faire prévaloir la voie de la lutte, et, pour ce faire, isoler les militants du PCF qui s'opposent à cette voie juste et nécessaire.

Souscription

Une bataille politique vitale

Amis lecteurs et camarades voilà cinq mois que nous avons lancé dans « l'Humanité rouge » une souscription d'une ampleur exceptionnelle pour l'année 1978. L'objectif à atteindre pour faire face à la bataille politique pour laquelle notre presse constitue un outil indispensable s'élevait à 100 millions.

Or au bout de cinq mois, la souscription atteignait près de trois fois moins que le chiffre nécessaire si nous voulons remplir cet objectif par des rentrées étalées et éviter d'avoir à nouveau à lancer une bataille pour notre survie en fin d'année.

En fait, nous sommes déjà en proie à de grandes difficultés pour régler nos différents fournisseurs. C'est pourquoi nous réitérons à nouveau l'appel fait à tous nos lecteurs, à tous les travailleurs par lesquels vit notre presse. Nous vous demandons de faire des efforts particuliers d'ici la fin juin et d'envisager des souscriptions étalées y compris pendant la période des vacances.

C'est indispensable pour que notre journal de combat puisse poursuivre sa tâche et s'améliorer pour mieux servir le prolétariat. Dans une prochaine édition nous donnerons davantage de précisions sur notre situation et publierons comme nous l'avons annoncé le détail des souscriptions par régions et grandes villes.

Souscription total précédent : 163 624 F

Supplément à réabonnement	
M/N	10 F
A/L	40 F
D/Y	12 F
V/G	10 F
G/D	14 F
P/J.M.	10 F
B/X	32 F
J/E	10 F
F/G.F.	40 F
B/M	32 F
G/J.C.	10 F
M/P.H.	170 F
M/E	10 F
L/J.P.	30 F
G/D	24 F
F/A.M.	50 F
L/L.C.	75 F
V/C	25 F
L.C/R	12 F
D/B	20 F
B/M	11 F
D/M	30 F
C/D	20 F
C/G	20 F
B/J	30 F
D/R	60 F
C/M	10 F
Souscription Nord	2 270 F
C.D.J.B. Clément	555 F
G/S Soutien	10 F
C/H Soutien	20 F
P/E Pour les 100 millions T.J.C.H.	100 F
Un étudiant travaillant à mi-temps pour une souscription régulière	
Souscription à librairie Paris	340 F
Montpellier	200 F
C/P Commune de Paris	1 230 F
Un ouvrier Tréfinmétaux	10 F
Un retraité landais	30 F
Des ML de Laval	570 F
Fête HR d'Agén	155 F
Des ML de Vendée	680 F
Des camarades paysans de	
Loire-Atlantique	655 F
Des camarades de l'Oise	700 F
Supplément à réabonnement	
D/H	9 F
T/M	10 F
B/F	130 F
S/C	30 F
Souscription Fameck	100 F
Supplément à réabonnement B/R	20 F
Nouveau total au 31 mai 1978	
173 404 F	



Salle de l'Épicerie
12, rue du Renard - Paris 4e
(Métro Hôtel de Ville).

DE 14 à 22H
SAMEDI 17 JUIN

Au programme : écologie, Argentine, travailleurs immigrés. Quartier : problème du logement, films, montages-diapos, débats avec la participation de chanteurs argentins, Munkika, nouvelle chanson antillaise, représentant du Comité de coordination des foyers Sonacotra, du foyer Fondary, de l'Yser, d'autres groupes de travailleurs en lutte sur le front du logement, des communistes marxistes-léninistes d'Argentine.

Avec le soutien du PCMLF, de la JCLMF, du PCR ml, de l'UCJR.



Ce qu'il faut : une force organisée

A Renault, ces temps derniers, depuis l'entrée en lutte des ouvriers, on a pu voir très concrètement comment, dans l'action à la base, se réalise leur unité : très simplement, très facilement, lorsque les revendications sont claires, lorsque l'action est claire aussi face à la direction, face à l'état capitaliste et ses flics.

A Flins, comme à Cléon, cette unité là était magnifique, soudant au coude à coude Français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, syndiqués et non-syndiqués. Magnifique et enthousiasmante cette unité dans les cortèges, à travers les ateliers, avec les mots d'ordre criés d'un seul cœur.

Mais après les manifestations, vient la question : que va-t-on faire maintenant ?

Et que devient alors cette unité ?

Ceux qui se proclament les seuls habilités à diriger la lutte, les dirigeants des syndicats, donnent le spectacle de leur division, s'emploient à la surenchère, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, soufflant tour à tour le chaud et le froid. Leur seul accord, c'est qu'ils exigent la reprise des négociations, comme ils disent, négociations qu'ils avaient déjà commencées avant le conflit, sur d'autres revendications que celles qui font, sur le terrain, l'unité des travailleurs ; des négociations qu'ils ont commencées avec les ministres, avec Giscard lui-même, avec le CNPF, sans qu'il y ait la pression de millions de travailleurs en lutte. Non : comme ça, à froid, comme on dit.

La magnifique unité des ouvriers dans l'action, les mêmes dirigeants refusent qu'elle se traduise dans la direction de l'action : il n'y a que l'intersyndicale qui vaille ! Oubliés les comités de grève chers à la CGT du temps de Timbaud et qui faisaient merveille à Citroën, par exemple en 1933.

Aujourd'hui, cette belle unité si éclatante et facile dans l'action finit par se diluer de propositions contradictoires ou d'absence de propositions en vote à bulletins secrets.

Et cela au nom de la démocratie !

La même ligne a maintenu dispersé le mouvement de lutte dans les hôpitaux, a fait reprendre à Terrin ou avait conduit, l'an dernier, les métallos de la Navale à Dubigeon (Nantes) à reprendre les mains vides après huit semaines de grève.

C'est une toute autre ligne qui a été le moteur de la lutte à Renault. Mais pour que cessent l'isolement, la dispersion et la dilution des luttes d'aujourd'hui, il faut que cette ligne se traduise en force organisée : voilà la perspective qui s'ouvre aujourd'hui.

● Berre l'Etang-Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

Usine Cabot :
avertissement à la direction

L'usine Cabot qui fabrique du noir de fumée (ça sert en particulier pour les pneumatiques) et qui emploie 200 ouvriers environ s'était déjà mise en grève victorieusement du 4 au 12 octobre 1976 contre le licenciement abusif d'un délégué. Depuis cette date, la direction s'est opposée à toutes les revendications des travailleurs : salaires, conditions de travail, durée du travail, pré-retraite, classifications, etc. De plus les ouvriers qui partent en retraite ne sont pas remplacés et de plus en plus de travaux sont confiés à des entreprises extérieures. Aussi les travailleurs ont-ils déclenché le 8 juin une grève d'avertissement suivie à 100 % afin de faire aboutir leurs revendications.

Société chimique de la Route : grève depuis le 7

Les 80 ouvriers ont arrêté le travail depuis le 7 pour des indemnités de repas et de transport et pour des questions d'hygiène concernant l'accueil des travailleurs immigrés qui se retrouvent dans des baraques totalement insalubres : ni eau, ni WC, ni douche.

BSN - WINGLES (Nord)

La fermeture annoncée depuis 1975 avait jusqu'ici été reculée. Cette fois-ci, les capitalistes sonnent le glas : 330 licenciements sont annoncés, avec pour toile de fond la suppression de l'usine. Rappelons qu'en janvier, l'entreprise avait été séparée en deux : BSN à Wingles et BSA à Anniche. C'était un premier pas vers la fermeture de celle de Wingles.

Avant la journée d'action du 13 juin

Où en est le mouvement hospitalier ? L'exemple de Toulouse

Dans les hôpitaux de Toulouse depuis le 30 mai, la grève administrative a été suspendue. Pourquoi ? Après six semaines de grève, le mouvement s'essouffait un peu, inégalement sur les trois hôpitaux. D'autre part, des négociations sur les revendications locales étaient engagées avec le directeur. Après la manifestation nationale du 18, où Toulouse était présent en tête et représentait la plus forte participation régionale, l'enthousiasme est un peu retombé.

Qu'ont fait les syndicats par rapport à ça ? Un courant s'appuyant sur les plus combattifs ne voulait pas reculer sur le paiement des jours de grève et voulait obtenir des garanties sur les négociations.

Un courant représenté en particulier par l'UD et les permanents CGT, s'appuyant sur les plus découragés, appelait à lâcher sur le paiement des jours de grève, à faire confiance au directeur et surtout expliquait que si le mouvement continuait, il n'y aurait pas de négociations. Ces gens-là ont magouillé d'une manière incroyable.

A Purpan, il n'y a eu aucun débat. Il faut dire que le représentant CGT sait très bien empêcher tout débat en assemblée générale. A Rangueil, ils ont même été jusqu'à tri-

cher sur le compte des voix parce que là, ça discutait. C'était même très chaud. Leur position s'est concrétisée quand la question suivante a été posée : si l'assemblée générale vote la continuation de la grève, que fera l'intersyndicale ? La CGT a répondu : nous en référerons à notre section.

La CFDT a dit : c'est l'assemblée générale qui décide, nous nous plions à son vote.

Résultat : aujourd'hui, le personnel débraye deux

heures par jour pour assister aux assemblées générales. S'il n'y a pas eu de mutations, de licenciements, etc., les grévistes ont été pénalisés inégalement sur leurs payes et d'une manière complètement arbitraire, les retenues allant de 0 F à 1000 F et même plus sur le mois de mai.

Un élément qui a joué fortement aussi, c'est le manque de coordination nationale. Oh, bien sûr, il y a la « semaine d'action » du 13 juin, mais le mouvement des hospitaliers,

après une longue lutte, est en train de chuter et cela au niveau national par manque de perspectives et de modalités d'action.

Les fédérations syndicales ont là de grandes responsabilités. Ce sont elles obligent les hospitaliers à arrêter la grève. Pour décharger leur responsabilité, elles accusent le ministre de la Santé d'être le seul responsable de cette situation.

Les marxistes-léninistes
du CHR de Toulouse



Les hospitaliers mènent des luttes dans toute la France (ici, manifestation à Montpellier). Partout la même carence : le manque de coordination.

● Roure-Bertrand-Dupont (Argenteuil)

Unie, la lutte se durcit

La lutte des travailleurs de Roure-Bertrand-Dupont à Argenteuil (95) devient de plus en plus dure car leur volonté est de faire céder la direction générale. Le mouvement, qui a débuté le mardi 22 mai avec 97 travailleurs pour la satisfaction de nos revendications très légitimes et urgentes, s'amplifie selon trois axes de popularisation :

- Augmentation du nombre des grévistes depuis 17 jours de lutte : 140 grévistes aujourd'hui ;
- Connaissance de la lutte sur les autres entreprises d'Argenteuil et Bezons par tracts et collectes ;
- Diffusion du mouvement à travers la presse.

Face au mur d'intransigeance dû au patron, l'action unitaire de la CGT et de la CFDT encourage la lutte depuis l'origine. Elle se renforce par l'apport des

quatre syndicats CGT, CFDT, CFTC et CGC qui sont à l'usine de Grasse et ont réussi à mobiliser 200 travailleurs ce matin. Cela prouve que les revendications sont légitimes et non abusives, comme la direction générale voudrait le faire croire :

- 250 F d'augmentation pour tous les travailleurs de la Roure-Bertrand-Dupont ;
- Grille des salaires ;
- 750 F pour la prime de vacances ;
- Salaire minimum à 2 500 F pour le coefficient 100 ;
- Prime de transport à 100 F ;
- Cinq semaines de congés payés ;
- 35 h de travail par semaine ;
- 18 semaines de congés payés pour la maternité ;
- Retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

Les travailleurs veulent que leur lutte soit unitaire partout où ils ont de telles revendications, en particulier pour ceux des parfums,

cosmétiques et produits d'hygiène, etc., articles aussi réalisés par les travailleurs de Roure-Bertrand-Dupont à Argenteuil.

● Violleau - La Motte-Achard (Vendée)

Popularisation du conflit

Les 25 travailleurs de l'usine Violleau (entreprise d'accostillage pour les bateaux de plaisance) de la Mothe-Achard, sont toujours en grève.

Leurs revendications sont :

- Application des textes sur les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.
- Augmentation de salaire : 1,50 F de l'heure pour tous
- Le 13e mois
- Augmentation de la prime de transport
- Révision des classifications des ouvriers
- Indemnisation des frais de restauration
- Paiement des heures de grève.

La direction refuse toute négociation et répond non à toutes les revendications.

Les travailleurs ont popularisé leur conflit par des distributions de tracts sur les marchés et dans les usines de la contrée et par une manifestation à la Mothe-Achard. Apporter leur soutien à l'UD-CFDT-CCF 563-32 - Nantes, avec la mention « Solidarité Violleau ».



REPORTAGE EN LORRAINE

UNE REGION QUI SE DEPEUPLE

Yves LEPIC

Au cours de notre reportage en Lorraine, nous avons pu constater de nos propres yeux dans les villes et les villages le drame que représentaient fermeture d'usine et licenciements.

Nous avons vu aussi que maints travailleurs ne sont pas aussi résignés qu'on le dit et se battent comme les 200 femmes de Glotz Nancy.

Selon les statistiques officielles, il y aurait eu, en avril 1978, 36 973 demandes d'emplois pour la Lorraine contre seulement 3 213 offres.

LA RESTRUCTURATION DE LA REGION LORRAINE

A en croire certains documents en notre possession (documents de la Commission de développement économique régional - CODER), la restructuration économique de la Lorraine est prévue de longue date.

Les activités économiques principales de la région sont : le textile, la sidérurgie, les houillères, les mines de fer, l'habillement, le bois et les travaux publics-bâtiment. Or, que constate-t-on ?

La restructuration capitaliste, née de la rivalité des monopoles désirent s'empa-

rer de nouveaux marchés, a condamné plus de 100 000 travailleurs du textile, de la sidérurgie, des houillères et des mines de fer en 23 ans (1962-1985) à disparaître et 70 000 travailleurs lorrains à s'exiler en moins de vingt ans (1960-1977).

Globalement, la population active en Lorraine

Dans notre édition du vendredi 16, nous publierons un dossier sur la région des Vosges.

devrait passer de 433 000 en 1962 à 405 000 en 1985 (prévisions les plus optimistes). Des secteurs comme l'habillement, le bois, le bâtiment-travaux publics sont inscrits en augmentation (voir tableau) alors qu'ils subissent les contre-coups du « dégraisage » des quatre grosses activités de la région (textile, sidérurgie, houillères, mines de fer).

Dans le bâtiment, par exemple, la construction de logements neufs a diminué. Le nombre de logements autorisés a diminué de 14 %,

celui des logements commencés ou terminés de 3 %.

NOUVELLE GRIMPEE DU CHOMAGE

Dans le bassin de Nancy, en quatre mois (de janvier à avril 1978), il y a eu 1 000 licenciements dits « économiques ». Le tertiaire (services publics, professions libérales, etc.) regroupe 64 % des emplois alors que la moyenne nationale n'est que de 51 %. Le secteur est à plein et l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi fait craindre une brusque montée du chômage.

ACTIVITES PRINCIPALES DE LA LORRAINE

NOMBRE DE TRAVAILLEURS

BRANCHES	1962	1968	1971	1975	1985
TEXTILE	42 400	36 600	37 000	34 000	30 000
SIDÉRURGIE	95 000	90 000	85 000	75 000	50 000
HOUILLERES	41 000	31 500	26 000	19 000	10 000
MINES DE FER	24 000	13 000	10 000	7 000	5 000
PAPIER-CARTON	4 800	5 900	5 500	5 700	6 000
HABILLEMENT	15 800	15 000	15 000	15 000	16 000
BOIS	14 900	19 000	20 500	22 500	23 500
BATIMENT ET TP	79 000	80 000	82 000	85 000	90 000

● Glotz - Nancy

200 femmes occupent depuis le 15 février

Les ouvrières de chez Glotz, fabrique de lingerie située à Nancy, occupent leur entreprise depuis le 15 février 1978 pour s'opposer au licenciement de 200 travailleuses et à la fermeture de l'entreprise. Glotz fut fondée en 1875. Transmise de père en fils, elle employait 250 personnes, uniquement des femmes, réparties dans deux ateliers, l'un à Dombasle, l'autre à Nancy.

Déjà, en août 1976, l'entreprise connut des difficultés, vingt licenciements furent rejetés grâce à l'action et à la mobilisation des travailleuses. En avril 1977, le tribunal de commerce dit : « Il faut, pour que Glotz vive, licencier 48 personnes ».

Bien sûr, malgré les licenciements, la situation est toujours déficitaire. En septembre 1977, la direction essayant par tous les moyens de « jongler » pour défendre son profit, intègre un membre du centre technique de l'habillement. Cela pour remodeler sa politique commerciale (sur le dos des travailleuses). Le salaire de cet organisateur technique

est de 750 F par demi-journée. Pour cela, on trouve de l'argent... Alors que la direction déclare que les salaires des ouvrières sont trop élevés : 11,25 F de l'heure (1 750 F par mois).

PREMIERE VICTOIRE

La direction ferme l'atelier de Dombasle où existe une section CGT. Les ouvrières de Nancy se mettent en grève pour les soutenir. Les ouvrières de Dombasle sont reprises à Nancy. Le 9 février 1978, la direction déclare : « C'est fini ». Elle informe le personnel de la cessation immédiate des activités de la maison Glotz

et du licenciement de tout le monde.

L'occupation est décidée le 15 février 1978 par les 200 travailleuses de Glotz-Nancy. La section CFDT de l'entreprise joue un grand rôle dans cette occupation. Certaines militantes CGT de Dombasle dont une déléguée refusent d'occuper, ce

qui ne sert pas l'unité des travailleuses.

Deux journées « portes-ouvertes » ont été organisées par les grévistes, l'une réunissait 4 000 personnes, l'autre 6 000 personnes. L'occupation permet d'exiger collectivement que toutes les ouvrières retrouvent un emploi.

« A vous tous... »

« A vous tous, hommes et femmes, salariés du privé, du public ou du nationalisé, votre soutien est indispensable. Avec vous, nous pouvons sauver nos 200 emplois, car nous refusons d'être des chômeuses même payées à 90 %. Nous refusons de subir les conséquences de la mauvaise gestion patronale de notre entreprise. Nous refusons de subir les conséquences de

la crise. Nous dénonçons enfin la politique de Giscard Barre et Ceyrac ».

Venez nous rendre visite, envoyez votre soutien : Section CFDT-Glotz - 11, rue du Crosne - 54 000 Nancy. Solidarité : CCP 111 33 D Nancy « Solidarité Glotz »

Article réalisé à partir d'une brochure faite par les travailleuses de Glotz.

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (« L'État et la révolution » de Lénine, etc.) : Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre « Dix syndicalistes en Chine » ou « Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 » écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

3 F

L'HUMANITÉ ROUGE

BIMENSUEL

LES MERCENAIRES CONTRE L'AFRIQUE

- La véritable situation au Zaïre
- L'offensive russo-cubaine
- Le double jeu de Giscard



L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL No.32 EST PARUE

Hausse constante du prix de la terre

La hausse du prix de la terre n'a pas connu de répit ces dernières années. En 1977, sur l'ensemble du territoire, elle se chiffre à 11 % par rapport à 1976. Elle atteint 15 % dans la Basse-Normandie (dont 21 % dans le département de la Manche).

Plusieurs faits expliquent cette hausse. En premier lieu la spéculation sur la terre. La terre est ce qu'on appelle une valeur-refuge. Les capitalistes ou les gros épargnants qui ne veulent pas garder d'argent liquide à cause de sa dévaluation achètent de la terre, c'est pour eux un bon placement. Il s'agit là d'une première forme de dévaluation. La terre est aussi un objet de spéculation foncière. Dans les zones à fort développement touristique, les promoteurs achètent des surfaces importantes. Ces achats ont pour effet d'accroître le prix de toute la terre des environs.

Cette augmentation du prix de la terre est tout à fait conforme à la politique du pouvoir qui a pour but d'éliminer les petites exploitations agricoles et d'accélérer la concentration dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de gros propriétaires.

LES PETITS ACCULÉS A LA RUINE

La conséquence inévitable de ce renchérissement de la terre est qu'en effet les petits et moyens paysans peuvent de moins en moins acheter de nouvelles terres. Le prix moyen de l'hectare pour les paysans est actuellement de 17 200 F. Qui peut acheter de la terre à ce

prix-là. Certainement pas un petit ni même la majorité de moyens paysans. Seuls les gros peuvent se le permettre. Cette hausse favorise donc les gros et accule un peu plus les petits à la ruine.

La hausse de la terre en 1977 est particulièrement sensible dans les régions pauvres comme le Limousin et l'Auvergne. S'il en est ainsi, c'est que dans ces régions la concentration des terres est en plein développement, elle retardait sur les régions riches où elle est déjà bien plus avancée. Il y a d'autres facteurs sans doute expliquant ce phénomène mais nous ne pouvons pas nous y attarder dans le cadre de cet article.

Enfin les statistiques indiquent que la hausse pour 1977 est la plus faible depuis 1973. La raison en est le développement de la crise, et le fait que de moins en moins de paysans sont amenés de ce fait à acheter de la terre : les petits et les moyens paysans parce qu'ils ne peuvent pas, mais aussi les gros qui, voyant leurs profits augmenter moins vite avec la crise, font preuve de prudence et attendent des jours meilleurs pour se lancer dans un agrandissement de leurs propriétés. Ceci est une tendance toute relative car les gros continuent à s'agrandir au détriment des petits.

Après les démarches des dirigeants du football français en Argentine

Rocheteau «Il ne faut pas s'arrêter en chemin»

Avant leur départ en Argentine, les dirigeants du football français, MM. Sastre et Sadoul, ainsi que Michel Hidalgo, avaient promis à des parents de disparus ou prisonniers français en Argentine de faire des démarches auprès des autorités de ce pays pour connaître le sort des disparus.

De telles démarches ont été accomplies. Par exemple, à son arrivée à Buenos Aires, Michel Hidalgo avait tenu une conférence devant la presse argentine pour, précisément, l'informer de ces démarches. La presse locale avait fait le silence le plus complet sur ses déclarations. Les autres dirigeants ont été reçus vendredi dernier par un sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'Intérieur argentin.

Les résultats obtenus par les dirigeants du football français, en fait, n'apportent rien de très nouveau que l'on ne sache déjà. Ils ont cependant rendu possible la visite de parents à quelques

détenus. D'autre part, la libération de trois prisonniers a été annoncée comme possible. Mais rien n'est sûr.

Ces résultats sont donc positifs bien que très faibles. Il faut signaler que les joueurs français ont joué un rôle important pour que de telles démarches soient entreprises, en particulier Rocheteau et Guillou. Dominique Rocheteau a déclaré, lors du compte-rendu fait aux joueurs du résultat des démarches : « Ce qu'ont fait nos dirigeants est bien, mais il ne faudra pas s'arrêter en chemin. Il faudra obtenir plus ».

Dans un de ses derniers numéros, le journal « L'Équipe » indiquait qu'au cours de l'un des matches de l'équipe de France, les joueurs avaient décidé de jouer avec un brassard noir en signe de deuil pour protester contre le régime argentin. Les dirigeants les avaient dissuadés de prendre une telle initiative.

Renault vainqueur aux vingt quatre heures du Mans

Un des aspects de la course ... aux profits

La victoire d'une voiture Renault aux 24 heures du Mans est perçue par tout le monde comme une victoire sportive. Cependant, plus que dans tout autre sport sans doute, la compétition automobile est directement une affaire de publicité, de vente de voitures, de profits.

Gérard Larousse, directeur des services sportifs de Renault, a déclaré nette-

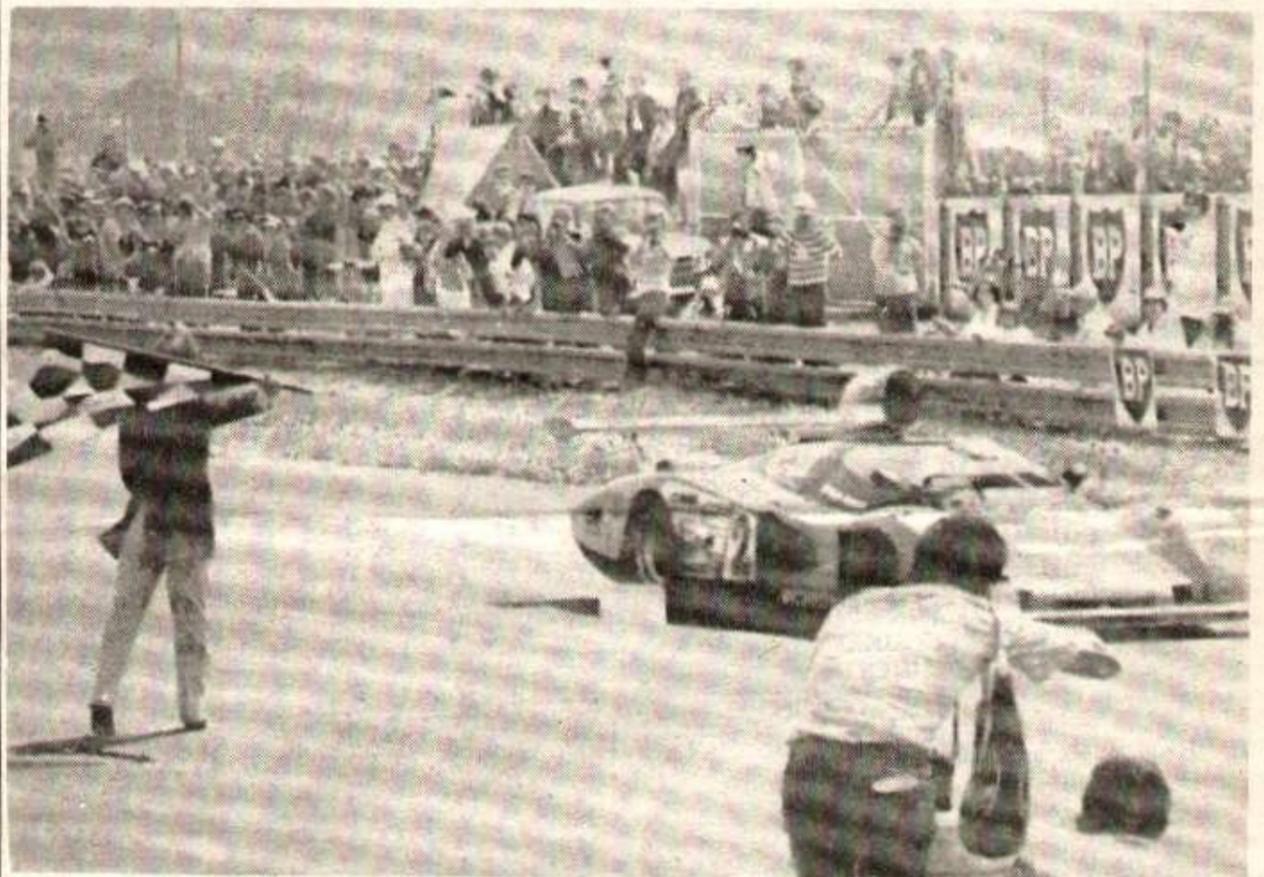
ment entre sa victoire et les grèves : « La course automobile est la publicité

grandes marques en sont passées par là et y ont trouvé une énorme retombée commerciale ». Les perfectionnements techniques que permet la compétition sont eux-mêmes au service de ce but : vendre et faire plus de profits.

En ce qui concerne Renault, la vente à l'étranger

citent, y voient la place et le rôle de l'entreprise nationale, le résultat de leur travail ».

Il y aurait beaucoup à dire de « la place » et du « rôle » de l'entreprise nationale qu'est la Régie Renault au moment où des centaines d'ouvriers de cette



Une victoire prometteuse de fabuleux profits

ment au cours de l'émission « Le téléphone sonne » sur « France Inter » que le but de la participation et des victoires de Renault aux 24 heures, c'est de faire connaître le nom de cette marque dans le monde. J.P. Jaussaud, l'un des deux pilotes victorieux, a déclaré à quel- qu'un qui lui demandait le parallèle qu'il pouvait

la plus convaincante qui soit. Par cette victoire, je ne doute pas que Renault augmentera ses ventes... La course est un investissement qui finit toujours par être rentable. » (Dans l'« Équipe »).

Une dépêche de l'AFP reconnaît : « Pour les firmes automobiles, la compétition représente un tremplin publicitaire idéal. Les plus

est un impératif absolu. Avec 500 millions de francs, c'est l'entreprise française qui a dépensé le plus gros budget publicitaire à l'étranger en 1977.

UNE VICTOIRE QUI N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS

La victoire d'une voiture de la Régie dans ces conditions n'a pas manqué de provoquer les commentaires enflammés d'une certaine presse. Vous pensez, pour la première fois qu'une voiture française gagne une course relativement importante !

Ce qui est le plus étonnant, c'est qu'on retrouve le même chauvinisme dans une déclaration de la CGT. Le vendredi 9 juin, la Fédération CGT de la métallurgie, évoquant les 24 heures du Mans, indiquait que « les travailleurs ne séparent pas cette importante prestation technique et industrielle du sort qui leur est fait ». A propos de la participation de Renault dans la course, la même Fédération indiquait : « Les travailleurs de la Régie, de toutes catégories, s'en féli-

entreprise sont en grève dans plusieurs usines.

A ce compte-là, on ne voit pas pourquoi les ouvriers de Renault qui luttent contre l'exploitation de leur direction — certains sont menacés de licenciement — ne feraient pas chorus avec leur patron. Contrairement à ce qu'affirme la Fédération CGT, les « travailleurs de toutes catégories » n'ont pas à se féliciter de la participation de Renault à la course ni de sa victoire. Si les patrons et l'État, grâce à une victoire, peuvent espérer augmenter leurs ventes et leurs profits, ce n'est pas le cas pour les ouvriers. Patrons et ouvriers, même dans une entreprise nationalisée, ont des intérêts opposés. Les nouveaux débouchés, les nouvelles ventes de Renault, les nouveaux profits se feront obligatoirement sur le dos des ouvriers, que ce soient ceux de Cléon, Flins, Billancourt ou ceux des usines d'Argentine, du Brésil, etc. La nationalisation d'une entreprise n'y supprime pas la lutte et les oppositions de classe comme le laissent entendre les déclarations de la Fédération CGT. La grève en est la meilleure illustration.

● Epinal

En solidarité avec le peuple argentin, un jeune observe une grève de la faim

A Epinal, un jeune qui avait séjourné trois mois en Amérique du Sud, Bernard Davillier, a fait une grève de la faim pour manifester sa solidarité avec le peuple argentin et pour faire connaître la répression que subissent de nombreux peuples, en particulier le peuple argentin. Cette

grève a duré du 4 au 9 juin.

La presse locale s'en est fait l'écho : « J'étais en Argentine juste avant le coup d'État ; j'ai rencontré les sœurs kidnappées récemment. A ce moment, j'ai pris conscience de pas mal de choses : j'étais motivé » a-t-il déclaré.

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Shanghai

La vie dans un quartier ouvrier

Après avoir parcouru plusieurs kilomètres qui nous font laisser la ville de Shanghai assez loin derrière nous, nous arrivons dans un quartier ouvrier de la municipalité (la municipalité de Shanghai compte dix arrondissements, chaque arrondissement comprenant plusieurs quartiers). Ce quartier ouvrier se trouve à proximité d'un secteur industriel d'une quarantaine d'usines employant aux alentours de 20 000 ouvriers. Il a été construit en 1958-60 à l'époque du Grand bond en avant pour rapprocher les ouvriers de leur lieu de travail.

Ce quartier couvre 10 ha et loge 2 400 familles soit environ 10 000 personnes. Dans la plupart des cas, l'homme et la femme travaillent dans les usines alentours, une partie des femmes travaillent dans les ateliers du quartier.

Nous sommes reçus par les camarades du comité de quartier dont le rôle est, entre autres, d'assurer une vie stable et paisible aux ouvriers pour qu'ils soient le plus possible sans soucis de leur ménage. Le quartier a une crèche, un jardin d'enfants, un restaurant un atelier d'entretien et de réparation, une salle de projection, des magasins, etc.

Il se compose d'une série de petits immeubles de trois ou quatre étages, il y a pas mal d'arbres, les rues sont bien larges et propres, des gens balayent,

le visage protégé par un carré de gaze. Nous entrons dans un immeuble pour rendre visite à une famille. Ce qui frappe d'emblée, c'est que l'intérieur des maisons est très propre, les parquets cirés, les murs blancs, alors même qu'elles sont très modestes.

RENCONTRE AVEC UNE FAMILLE OUVRIERE

La famille que nous voyons habite le quartier depuis dix-huit ans, elle se compose de six personnes. La femme Tche Fang-shen permanente au comité de quartier, son mari Ye Xien-ming ouvrier dans une usine de pétrochimie qui se trouve assez loin du quartier, une grand-mère, trois filles, une dans l'Armée de l'air, une qui travaille dans une commune populaire, une qui va à l'école et apprend après les cours à faire de la danse au Palais des pionniers de Shanghai.

Cette famille vit dans deux pièces, une salle de séjour dans laquelle ils nous reçoivent et une chambre. A chaque étage de l'immeuble, il y a deux appartements identiques, une cuisine et une salle de bains que les deux familles se partagent. Dans la cuisine, il y a deux réchauds à gaz, un évier et une table, dans la salle de bains une baignoire, un lavabo et un water.



Promenade dans un parc jadis réservé aux impérialistes étrangers



Une partie de cartes dans un parc de Canton

Cette famille vit avec un revenu total de 120 yuans par mois, le loyer leur coûte à peu près 5 % du revenu ; un ou deux yuans par mois servent à payer l'électricité et le gaz ; avec douze yuans, une personne peut manger au restaurant du quartier pendant un mois, mais dans cette famille, c'est la grand-mère qui fait la cuisine le plus souvent.

Si les loyers sont modiques par rapport aux nôtres, les familles sont encore très petitement logées. Un programme de logements a été mis sur pied par le gouvernement chinois pour améliorer cette situation d'ici quelques années. Notons qu'au nom de la primauté de la révolution, les Quatre s'étaient opposés à une telle amélioration.

BIEN UNIR LES HABITANTS

Le bien-être du peuple ne se mesure pas seulement avec des chiffres, il se constate également dans les rapports entre les gens. La camarade Tche Fang-shen, au sein du comité de quartier, s'occupe de l'éducation idéologique des habitants, elle est très dynamique, très ouverte, on sent qu'elle connaît bien les difficultés, les souhaits des habitants du quartier.

Elle nous explique que, lorsqu'il y a des problèmes entre des familles voisines au sujet par exemple du partage de la cuisine ou de la salle de bain, le comité intervient pour que les choses se règlent à l'amiable.

Il met en présence les grands-parents des deux familles pour que ceux-ci (qui ont connu l'époque d'avant la Libération, l'époque où le peuple chinois s'entassait dans des taudis et mourait de faim) éduquent leur famille respective. Les problèmes qui peuvent se poser entre le mari et sa femme ou entre les parents et les enfants sont en général réglés au sein de la famille, toutefois si les problèmes de couples sont graves, s'il est question de divorce par exemple, ils peuvent être discutés avec le comité de quartier. Tout cela se traduit par une ambiance très franche dans laquelle il y a la volonté de résoudre toutes les divergences entre les habitants, au sein du peuple.

Nous demandons à la camarade Tché Fang-shen de nous dire quelques mots sur la libération de la femme, cette question fait rire tout le monde. Dans cette famille, manifestement, la femme joue un grand rôle ; c'est elle qui a répondu à la plupart

des questions posées. Elle nous dit sur le ton de la plaisanterie que, bien que son mari soit le seul homme de la famille, il n'est pas malmené.

Il faut dire que dans le quartier, 90 % des femmes travaillent : 60 % en usine et 30 % dans les ateliers du quartier où les salaires sont moins élevés. Il y a un atelier qui fabrique des circuits intégrés, un atelier de jouet et un atelier de fabrication

se détendent et ils en ont la possibilité matérielle. Les Chinois nous ont souvent dit que si on ne se repose pas, on ne sait pas bien travailler.

Que ce soit à Canton, à Pékin, à Shanghai ou ailleurs, on a vu beaucoup de monde dans les parcs, qui sont nombreux. Des gens pique-niquent, jouent aux cartes, ou se promènent tout simplement. Les expositions, les musées sont pleins de visiteurs,



De gauche à droite, la camarade Tche Fang-shen, du comité de quartier, sa fille qui fait de la danse, la grand-mère, le mari.

d'articles en plastique. Dans l'atelier de circuits intégrés, la responsable nous explique que les enfants sont pris en charge dès le plus jeune âge, soit par les grands-parents, soit par la crèche ou le jardin d'enfants, ce qui permet à toutes les femmes de travailler.

UN SOUCI PERMANENT : LES LOISIRS

Dans les rues, les enfants par

souvent nous avons vu des gens prendre des notes d'explications, prendre des croquis, peut-être pour en faire des compte-rendus dans leur quartier ou leur usine. A Pékin, par exemple, une exposition de produits artisanaux reçoit 10 000 visiteurs par jour, nous assistons à un match de hockey sur glace : pendant la semaine, il y a 18 000 spectateurs, hommes, femmes et enfants. En général, les prix des spectacles sont très peu élevés,



Un des immeubles du quartier

petits groupes se tiennent fraternellement par la main, il ne font pas de « chahut », les gens ne courent pas ;

il se dégage de ce quartier un style de vie stable et paisible. Après le travail, les gens

de l'ordre d'un sixième de yuan.

Demain, nous parlerons justement d'une soirée à l'opéra à Kouelin.

Jacques LALANDE

EN DECEMBRE 1976
APRES LA MORT DE
MAO TSE-TOUNG
UNE DÉLÉGATION
DE COMMUNISTES
MARXISTES-
LÉNINISTES
DIRIGÉE PAR
JACQUES JURQUET
SE RENDAIT
EN CHINE

Le récit de voyage est
toujours disponible
sous forme
de brochure

«La Chine
reste
rouge»

Prix 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre
d'APN-Éditions
BP 279 75 866
PARIS Cédex 18

A Cléon

Des milliers de « minoritaires »

(Suite de la page une)

A Cléon, la reprise escomptée pour lundi par la direction de la Régie et par d'autres (dirigeants CFDT notamment) n'a pas eu lieu. Bien que la radio ait annoncé, dès le matin, le redémarrage de l'usine avec une participation massive des ouvriers, c'est l'inverse qui s'est produit. Environ deux tiers des ouvriers étaient en grève. La direction avait beau avoir fait enlever les portes de l'usine (par crainte d'une nouvelle occupation?), ça n'a en rien facilité l'entrée !

Manifestation le matin et en début d'après-midi à travers les ateliers dont les chaînes restaient immobiles. A chaque fois, un millier de travailleurs fort déterminés : « On ne travaille pas avec un fusil dans le dos », « Satisfaction des revendications ».

Dans la matinée aussi, après qu'un immense cortège de cars et de voitures ait rejoint Rouen en manœuvrant énergiquement les klaxons, une manifesta-

tion en ville rassemblait environ 3 000 personnes : « CRS, hors de Renault ! », « Renault doit céder », « Nos 300 F ». De l'avis des Rouennais, ça faisait des années qu'on n'avait pas vu une manifestation ouvrière si nombreuse et si combative dans le quartier de la préfecture. Les travailleurs de plusieurs entreprises manifestaient leur colère aux côtés de ceux de Renault : ceux des chantiers de Normandie, de la Sagem, des Papeteries Chapelle, des PTT, de la santé, des enseignants...

D'autres étaient absents parce qu'ils occupent leurs usines ou se mettaient en grève, à la SPAPA par exemple.

Les CRS qui, le matin, se cachaient aux abords du bâtiment administratif s'étaient encore éloignés dans l'après-midi. La direction qui voulait casser la grève avec les flics a échoué. Espère-t-elle obtenir une reprise contre leur départ ?

ACIÉRIES DE POMPEY : Aux Acieries de Pompey, les 160 travailleurs des hauts fourneaux poursuivent leur grève. Toute la production de fonte liquide est stoppée, ce qui entraîne le blocage de la production dans une grande partie de l'usine qui emploie 4 200 salariés.

Les grévistes s'opposent aux mesures de restructuration en cours qui doivent se traduire à échéance par 600 suppressions d'emplois.

Lundi, la direction laissait présager une épreuve de force avec les grévistes. L'usine étant proche de la paralysie totale. Mardi, des débrayages étendus à toute l'usine sont prévus comme lundi.

2 dates à retenir

6 HEURES SUR L'ARGENTINE
JEUDI 15 JUIN à 18 h
HALLE AUX GRAINS

Films, montage-diapos, pièce de théâtre
groupes musicaux, buffet
et forum-débat sur le régime argentin
et le boycott

Sport et politique, l'impérialisme
français en Argentine
Soutenues par le Collectif Argentine Ramonville
et d'autres organisations

STRASBOURG

Soirée de solidarité avec le peuple cambodgien
organisée par l'AEOM, section de Strasbourg
avec une délégation des comités des patriotes
du Kampuchea démocratique
laquelle présentera le film
« Kampuchea démocratique »

Samedi 17 juin à 20 h
Université Louis Pasteur
Rue Blaise Pascal

Soutenue par HR, PCRml, OCF (ml), AGE (Gabon)

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

Référendums italiens

Sept millions d'électeurs contre l'ordre policier

L'Italie est gouvernée par une coalition dont les deux principaux partenaires sont la Démocratie chrétienne (en gros équivalente si l'on peut se permettre la comparaison à nos giscardiens) et le Parti communiste italien. C'est cette union sacrée de tous les partis pour assurer l'ordre bourgeois dans un pays en plein bouleversement qu'on appelle là-bas le compromis historique.

Ces partis du compromis

historique s'efforcent en vain de réaliser un consensus, un accord général sur leur politique. C'est la raison pour laquelle ils ont lancé deux référendums portant respectivement sur le financement public des partis et sur l'ordre et la défense de la démocratie. Ces référendums ont été précédés d'une énorme campagne venant en outre renforcer les discours et la propagande pendant l'affaire Moro et visant à faire accepter en

douceur le renforcement de la répression et du contrôle policier.

Pourtant contrairement aux consignes de vote appuyées par tout ce matraquage publicitaire deux Italiens sur cinq ne se sont pas montrés favorables à la loi sur le financement public des partis et ont souhaité son abrogation. Le souvenir des scandales et des pots de vin dans lesquels tous ces partis ont trempé n'y a sans doute pas été pour rien.

On remarquera que même ceux qui votent pour ces partis ont refusé en nombre non négligeable de les financer en tant que contribuables, ce qui est une bonne preuve que leur confiance, si confiance il y a, est relativement limitée. Ce qui est encore plus marquant c'est que plus de 23 % des électeurs aient voté contre le maintien de la loi « Reale » sur l'ordre public bien qu'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien se soit prononcé avec beaucoup de force pour « une politique de sévérité et de rigueur pour la défense de l'ordre public ». On sait que cette politique a conduit en fait le PCI à approuver la répression policière et l'a discrédité auprès de maints travailleurs en lutte et d'étudiants.

Imprimerie commerciale de Rennes

Un ouvrier typographe licencié

Les administrateurs sont membres du PCF

Pour remplacer un ouvrier malade, un jeune est embauché le 7 septembre 1977 en qualité de typographe à l'imprimerie commerciale. Bien que le malade ait repris son travail, son remplaçant conserve l'emploi. Monsieur X., directeur de l'imprimerie lui propose, en effet, de continuer à travailler dans l'entreprise. Il est engagé en qualité de stagiaire et bénéficie d'un bulletin de paie de l'imprimerie, chaque mois, sur lequel figure sa qualité. Mais quelle est la valeur juridique de tout cela ? Où est le contrat précisant que le typo est stagiaire, pendant combien de temps, selon quel tarif horaire ? Il n'existe pas, sinon verbalement de la part du patron et le typo touche un salaire horaire de 5 F, inférieur à celui de ses autres collègues.

Le conseil d'administration de cette imprimerie est composé de cinq membres du PCF. Au bout d'un mois et demi de présence, remarquant les attitudes et les propos graves de certains administrateurs de cette imprimerie, après réflexion, l'ouvrier typographe rend sa carte du PCF dans lequel il milite depuis longtemps déjà. Il a écrit au Comité central à Paris pour expliquer son acte et ses inquiétudes. Pas de réponse. Depuis ces derniers huit mois, l'ouvrier ne s'est pas privé, à l'extérieur de l'entreprise d'expliquer à beaucoup de personnes, en particulier à certains membres du PCF, ce qui se passait dans la boîte. Aucune faute grave n'ayant été mentionnée sur sa lettre de licenciement, tout laisse entendre que l'employé était devenu gênant et que son licenciement est politique et en partie prémédité.

Les ouvriers (26 person-

nes) ont tous fait grève pendant une heure le mercredi 10 mai 1978 pour refuser le licenciement. Une deuxième grève sectorielle, de 24 h celle-ci, est observée le mardi 30 mai par cinq typos sur 7. Malheureux

ment, ces actions n'ont pas fait revenir le patron sur sa décision et l'ouvrier a été licencié le 2 juin au soir. Le patron ne l'a même pas laissé terminer son mois de préavis. Il a l'air bien pressé de se débarrasser de lui.

A tous les travailleurs de l'imprimerie d'engager une action et d'exiger sa réintégration sans condition. Tous unis, ils l'obtiendront. L'ouvrier licencié et le correspondant HR

● Manufrance

Monory attaque



Monory, ministre de l'Industrie vient d'apporter son soutien au plan de redressement de Manufrance. Ce soutien prend la forme d'une enveloppe de cinq à huit millions de francs en avance aux vingt prévus pour rendre compétitive et juteuse l'affaire de Saint-Étienne.

Comme on peut s'en douter, ce soutien n'est pas gratuit : le plan de redressement prévoit 334 licenciements plus une trentaine de mises en retraite anticipées et le démantèlement de

l'entreprise.

Par ailleurs, Monory exige que soient remis en cause les avantages acquis par les travailleurs de Manufrance. Il juge ces avantages « anormaux », « exorbitants ». Selon lui, cette remise en cause devrait être acquise à l'issue des discussions entre la direction et les syndicats.

Sous couvert de relance, c'est bien d'une attaque en règle contre les travailleurs qu'il s'agit. Gageons que leur riposte sera autrement énergique que celle du président du conseil d'adminis-

tration Sanguedolce, maire PCF de Saint-Étienne.

D'après lui, « C'est inquiétant, car en définitive, ce n'est qu'un saupoudrage. Cinq à huit millions ne serviront qu'à empêcher Manufrance de mourir de suite, mais je crains le chantage vraisemblable auquel on peut s'attendre, ce qui ne manquera pas de créer une situation d'incertitude pour tous les salariés... »

Il est clair que les intérêts de la municipalité PCF et ceux des travailleurs sont loin d'être convergents.